

## PV du panel n°2 intitulé

### “Gouvernance économique et climat des affaires”

Dakhla le mardi 12 mars 2013

Nombre de participants au panel : plus que 45 personnes

Catégories représentées : services extérieures, parlementaires, entrepreneurs locaux, associations de développement, banques locales, experts locaux

#### A. Climat des affaires

##### Constats

- Les infrastructures de la région sont de qualités, ce qui montre l'importance des efforts d'investissement fourni par l'Etat.
- Lourdeur et complexité des dispositifs et procédures d'investissement
- Manque de compétences qualifiées au niveau de la région.
- Complexité des procédures judiciaires en cas de contentieux commercial
- L'absence d'un climat des affaires sain et transparent suscite la méfiance de nombreux investisseurs potentiels (nationaux et étrangers) et nuit à la dynamique économique de la région
- Le manque de communication et l'absence d'un climat de confiance entre l'administration et les différents acteurs économiques
- Certaines entreprises ne respectent pas certains droits:
  - couverture sociale
  - application et respect du droit du travail
  - règlement des conflits
  - respect du smig

##### Secteur de la Pêche :

- Concentration des fermes agricoles entre les mains d'une minorité de grands entrepreneurs qui n'emploient pas beaucoup de main d'œuvre locale et qui accèdent au foncier et à l'eau d'irrigation à partir de la nappe phréatique dans des conditions pas suffisamment connues par la population locale.

### **Secteur de la Pêche :**

- Manque de transparence dans le processus d'octroi d'agréments de pêche. Toutefois la délégation du ministère de la pêche a souligné que les procédures d'octroi des autorisations se font dans la transparence totale : les agréments de la pêche côtière sont renouvelés chaque année et concernant la pêche en haut de mer l'adjudication des agréments suit la procédure des appels d'offres internationaux.
- Concernant la formation des compétences locales la délégation du ministère de la pêche précise qu'elle a mis en place un centre de formation local pour mettre à niveau les qualifications métiers des jeunes de la région et les encourager à travailler dans ce secteur.
- Faiblesse de l'emploi de la main d'œuvre locale au niveau du secteur de la pêche. Cependant la délégation du ministère de la pêche considère que la faiblesse de la main d'œuvre locale dans le secteur de la pêche est liée à la culture de la population locale qui n'est pas habituée à travailler dans ce secteur.
- Prolifération des unités de congélation des produits de la pêche au détriment de la valorisation de la ressource.
- Absence de laboratoire d'analyse et de certification alimentaire de la pêche (le plus proche se trouve à Laayoune)
- La baie de Dakhla offre des conditions supérieures aux standards internationaux en matière de climat, conditions biologiques et de température pour le développement de l'aquaculture. Ce potentiel n'est pas suffisamment exploité

### **Energies renouvelables**

- Les investisseurs dans le domaine des énergies renouvelables (éolien et solaire) réclament plus de transparence dans ce secteur et soulignent qu'ils ne sont pas accompagnés par les autorités locales et le ministère de l'énergie et des mines. Les propositions de projets dans le domaine des énergies solaires et éolien qui ne sont pas inscrits dans les sites identifiés par le ministère concerné au niveau de la stratégie énergétique nationale ne sont pas autorisées alors que le secteur des énergies renouvelables est libéralisé conformément à la loi 13.09.
- Manque d'une connexion électrique qui permettrait d'évacuer les énergies renouvelables au nord

### **Secteur du tourisme :**

- Le secteur du tourisme souffre d'une faible promotion de la ville à l'échelle internationale, le manque de liaison aérienne et la faiblesse de la capacité hôtelière.

### **Environnement et développement durable :**

- Les ressources naturelles et la riche biodiversité de la baie de Dakhla sont menacées par le développement anarchique des activités économiques, la surexploitation des ressources halieutiques et les rejets liquides déversés par les navires et par le centre urbain de la ville de Dakhla.

### **Propositions**

1. Simplifier et renforcer la transparence des procédures administratives pour un climat sain et transparent des affaires
2. Etudier la faisabilité des recommandations émanant de la Cours des comptes au sujet de l'amélioration de la gouvernance économique des acteurs institutionnels de la région
3. Activer la mise en place d'une zone franche dans la région
4. Renforcer les prérogatives des services déconcentrés pour une meilleure efficacité de leurs actions au niveau régionale
5. Elargissement de la route nationale n°1
6. Préserver les ressources naturelles et la biodiversité de la baie de Dakhla en créant un nouveau port sur l'atlantique dédié aux activités portuaires et industrielles et en interdisant le déversement dans la baie de Dakhla des rejets liquides des navires et du centre urbain.
7. Intégrer la baie de Cyntia dans le programme de préservation des sites à intérêt biologique.

## **B. Foncier :**

### **Constats**

- La régularisation du foncier est un levier de développement régional puisqu'elle permettra de valoriser le terrain et facilitera l'octroi des crédits bancaires aux entrepreneurs et par conséquent encourager l'investissement.
- La majorité des terrains appartiennent à l'Etat et les procédures d'achats et d'attribution aux investisseurs sont complexes et méconnues.

### **Propositions**

1. L'assainissement et la régularisation du foncier permettront de valoriser le terrain dans la région, de pouvoir déposer des cautions pour les crédits bancaires et de rassurer et d'attirer les investisseurs nationaux et étrangers quant à la clarté de l'assiette foncière.

## **C. Fiscalité :**

### **Constats**

- Absence de texte de loi qui réglemente l'exonération fiscale de la région ce qui suscite:
  - la méfiance des investisseurs
  - crée un effet contreproductif (des entreprises dont le siège sociale est au sud du pays et bénéficiant d'une exonération fiscale opèrent au nord du Maroc)
  - entrave l'export (manque d'identifiant fiscal demandé à l'export)
- La TVA n'est pas récupérée par les entreprises opérant dans la région ce qui impacte leur rentabilité et nuit à leurs activités.
- Le manque de plans comptable chez les entreprises de type PME et TPE lié au manque de qualifications nécessaires.

### **Propositions**

1. Mener une étude d'impact du système d'exonération fiscale sur le développement économique et la création de l'emploi.
2. Réglementer et clarifier les textes régissant le champ de la fiscalité de la région en précisant les conditions d'exonération fiscales afin d'éviter les abus éventuels et le manque de

visibilité. La mise en œuvre de ce nouveau cadre législatif doit se faire d'une manière progressive pour mieux conduire le changement.

## **D. Financement**

### **Constats**

- La BCP (70% de la part du marché des crédits dans les 3 régions) :
  - sur les 3,2 milliards de DH du volume des crédits octroyés annuellement dans les provinces du Sud, seulement 9,2% (301 millions DH) sont consacrés à l'investissement.
  - concernant la région Oued Eddahab, seulement 28 millions de DH sont consacrés à l'investissement, soit 8,2%.
- Les banques considèrent que les demandes de financement conforme à leurs procédures d'octroi de crédit sont inférieure aux offres
- Les entrepreneurs reprochent aux banques la hausse des taux d'intérêt et les lourdes garanties demandées ; le manque de soutien, d'accompagnement et de flexibilité au niveau du remboursement des créances.

### **Propositions**

1. Créer un fonds régional pour financer les investissements et le doter d'un mécanisme de soutien de proximité que ce soit en phase de montage du projet ou d'exploitation.
2. Déconcentrer la décision d'octroi des crédits d'investissement au niveau régional
3. Les mécanismes et les outils de financement doivent s'inspirer des bonnes pratiques des expériences développées par le Crédit agricole. (Ex. programme Tamwil...)
4. Importance du rôle du micro crédit dans la promotion de l'économie sociale et solidaire
5. Concernant le développement de la culture entrepreneuriale, les banques ont exprimé leurs disponibilités pour adapter leurs actions et démarches au contexte et besoins locaux

## **E. Développement des grands projets et de l'économie sociale et solidaire**

### **Constats**

- L'Etat ne doit pas se désengager de l'économie de la région notamment à travers le développement des grands projets structurants. Ces derniers doivent favoriser le développement des PME via la sous-traitance. (almounawalah)
- La région est dotée d'atouts et de ressources qu'il faudrait exploiter à bon escient afin de dynamiser les activités relatives à l'économie sociale et solidaire tels que l'agriculture solidaire (produits de terroir, cactus, filière camelin) la pêche côtière, l'écotourisme, l'aquaculture et l'artisanat.
- Le regroupement sous forme de coopératives permettrait de bénéficier de sources de financement, d'accéder aux marchés importants et d'améliorer la productivité.
- Problème d'orientation et d'adaptation des filières d'enseignement au marché de l'emploi
- Les gens demandent une gestion rationnelle de la ressource hydrique en tant que ressource rare à préserver et à utiliser de manière optimale....

- Manque de transparence au niveau de l'estimation des réserves hydriques ainsi que leurs conditions d'accès et d'exploitations.

### **Propositions**

1. Réserver une part des marchés publics aux PME et prohiber l'exigence de références techniques.
2. Mettre en place un dispositif d'accompagnement pour encourager les jeunes entrepreneurs à investir dans l'économie sociale et solidaire
3. Développer à l'image de ce qui se fait en Espagne des coopératives spécialisées dans activités bien définies (filères de production agricoles, stockage, commercialisation, recherche & développement, etc.)
4. Promouvoir les expériences réussies de coopératives (Attadamoun: Dakhla, Copag: Taroudant...)
5. La nécessité d'adapter le système éducatif, l'orientation et la formation professionnelle avec le marché de l'emploi
6. Encourager l'entrepreneuriat par des services de proximité tels que le guichet unique, l'accompagnement et l'encadrement (phase projet: étude de faisabilité, étude de marché business plan et phase exploitation)
7. L'auto emploi, accompagné de mesures de soutien et d'appui, en tant que mode de promotion de l'entrepreneuriat et de création de richesses et d'emploi peut être considérée comme une formule flexible, rapide et efficace et qui va dans le sens du projet de loi sur l'auto entrepreneuriat en cours d'approbation par le parlement
8. Nécessité de concilier entre le développement basé sur les grands projets et celui des petits et moyens projets. Cela peut se faire par le développement des grands projets via la sous-traitance.
9. Mise en place d'un camping privé pour les touristes étrangers
10. La diplomatie nationale doit encourager la promotion économique des potentialités de la région
11. Encourager les investisseurs à entreprendre dans les activités de récupération et de recyclage des huiles usagées provenant des opérations d'entretien des bateaux.
12. Accompagner l'industrie artisanale locale par la promotion à l'international des produits locaux.